

## Discours du 24 juin 2026

Mesdames et messieurs les Présidents de fédérations et d'organisations professionnelles, mesdames et messieurs les Présidents de territoires, mesdames et messieurs les mandataires, chers entrepreneurs, chers collaborateurs, chers amis.

Je veux commencer par un mot simple. Merci.

Merci d'être là ce soir, parce que nous allons engager une nouvelle étape de notre histoire commune.

J'aimerais commencer par vous parler de deux choses.

D'abord, de notre histoire : celle de la CPME, de ceux qui ont construit avant nous. Cette histoire est riche. Les films que nous venons de voir viennent de nous le rappeler.

Puis j'aimerais vous parler de ces 520 premiers jours de ma présidence, ce que j'ai appris, ce que nous avons accompli pour défendre les entrepreneurs, ce que nous avons déjà commencé à transformer dans notre propre maison.

Commençons par l'histoire. Parce que pour construire l'avenir, il faut savoir sur quelles fondations on s'appuie.

Et ces fondations, ce sont l'engagement, les combats et les victoires de toutes celles et ceux qui, depuis des années, font vivre notre maison.

Une organisation comme la nôtre ne se construit pas en un jour. Elle se construit dans la durée. Elle se construit par l'engagement de femmes et d'hommes qui donnent du temps, de l'énergie, de la conviction, souvent beaucoup plus qu'on ne l'imagine.

Elle se construit par des combats. Par des victoires. Et par des moments difficiles, aussi. Et surtout, elle se construit par une fidélité : la fidélité aux entrepreneurs.

Depuis des décennies, la CPME porte cette voix. La voix des dirigeants de TPE et de PME. La voix des artisans, des commerçants et des indépendants. La voix des entreprises familiales, des entreprises de croissance, parfois devenues ETI, mais restées profondément attachées à cette culture entrepreneuriale.

Cette histoire, vous l'avez écrite.

Et tous, aujourd'hui, nous continuons de l'écrire. Dans les territoires. Dans les fédérations. Dans les instances où nous sommes représentés. Dans les entreprises que vous dirigez. Dans les équipes que vous animez. Dans les combats que nous menons ensemble.

Cette histoire porte pour beaucoup l'empreinte de ceux qui m'ont précédé.

Je veux ici saluer Jean-François Roubaud et François Asselin.

Jean-François d'abord. Il donna à la CGPME une assise nouvelle. Il comprit très tôt qu'une organisation patronale ne pouvait pas parler seulement depuis Paris. C'est sous son impulsion que notre réseau territorial s'est structuré et que notre parole s'est rapprochée du terrain. Il a également installé la CPME à Bruxelles, en la dotant d'une représentation permanente. Avec lui, ce fut la première fois que la CPME organisait une grande manifestation de chefs d'entreprises, avec plus de 6 000 entrepreneurs dans les rues de Paris. Sous son action, la voix des petites et moyennes entreprises a gagné en visibilité, dans les médias, dans l'opinion publique, dans le débat national.

Et pour tout ça, merci Jean-François !

Et puis il y a eu François Asselin. Sous sa présidence, la CGPME est devenue la CPME. Ce changement n'était pas seulement un changement de nom. Il disait déjà une volonté : rendre notre organisation plus lisible, plus moderne, plus ouverte.

François a structuré les équipes, renforcé sa communication, rajeuni la CPME. Il a également engagé une réforme statutaire importante pour adapter notre organisation aux exigences de son temps, avec par exemple la limitation du mandat présidentiel. Il a aussi traversé le Covid à la tête de la CPME, dans une période où tant d'entrepreneurs étaient seuls, inquiets, parfois au bord du vide. Notre organisation a été mobilisée chaque jour, en faisant remonter les réalités des TPE et des PME, et en trouvant des solutions.

J'ai eu la chance de rencontrer François dès 2016, au moment de mon élection à la présidence de la FEDESAP. J'ai alors vu, de l'intérieur, les transformations qu'il engageait pour la CPME. Puis, à partir de 2019, j'ai eu la chance d'être à ses côtés. Et je veux le dire simplement ce soir : au-delà de tout ce qu'il a apporté à notre organisation, François a aussi été pour moi une source d'inspiration.

Merci, François.

Aucun mandat ne commence dans le vide.

Nous héritons toujours de ce qui a été bâti avant nous. Et notre responsabilité, quand vient notre tour, est de faire vivre cet héritage en l'adaptant au moment que nous traversons.

C'est ce que j'essaie de faire depuis 520 jours. Mais je ne le fais pas seul. Je le fais avec un collectif : le comité exécutif, les présidents de région, les fédérations, les territoires, les mandataires et les équipes. Parce qu'une organisation comme la nôtre ne se transforme jamais par la volonté d'un seul.

520 jours : Ce chiffre dit beaucoup. Il dit le temps déjà parcouru. Il dit aussi le temps de l'apprentissage. Je veux le dire devant vous avec simplicité : j'ai beaucoup appris.

Je n'arrivais pas ici comme un débutant. J'ai été président de fédération pendant 6 ans. Pendant dix ans, dans ma branche, j'ai négocié la convention collective. J'ai été au Comex de la CPME pendant 5 ans. Je connaissais ses arcanes-

Et pourtant, en prenant la présidence de la CPME, j'ai découvert cette maison de l'intérieur : ses forces, ses traditions, sa culture, les équilibres entre les filières, entre les territoires.

J'ai aussi découvert la puissance de notre réseau, la diversité de nos territoires, la richesse de nos fédérations, l'engagement de nos mandataires. Et moi qui venais d'une fédération et donc vu comme un candidat issu d'une branche, je veux vous dire avec beaucoup de sincérité : ces mois de mandat m'ont confirmé combien notre réseau territorial est une force essentielle de notre maison.

Dans chaque déplacement, j'ai vu des femmes et des hommes qui font vivre notre organisation loin des caméras, mais au plus près des entrepreneurs. J'ai vu une énergie, un engagement sans faille, et un amour de notre maison commune.

J'aimerais également avoir un mot pour nos fédérations, l'autre force vitale de notre confédération. Elles portent les métiers. Elles portent l'expertise. Elles portent cette connaissance fine des secteurs, et nous apportent les moyens de se battre et de remporter des victoires.

Et je vais vous faire une confidence, elles rendent mon engagement passionnant. Combien de fois suis-je rentré tard chez moi, épuisé, avant de retrouver, dès le lendemain, dans les premiers échanges avec une fédération, cette énergie qui m'anime : comprendre vos besoins, voir comment nous devons vous accompagner, ressentir cette fierté de vous représenter.

Cette articulation entre les territoires et les fédérations fait notre force. Les territoires nous donnent l'ancrage. Les fédérations nous donnent la profondeur. Ensemble, ils donnent à notre parole sa légitimité.

J'ai aussi découvert la dureté du moment. L'affrontement qu'il impose. La nécessité d'avoir une parole forte, offensive et courageuse, sans jamais perdre de vue ce qui fait la force d'une organisation : sa cohésion et sa capacité à produire des compromis.

Face à cela, je me suis fixé une seule boussole : ne jamais dévier de l'intérêt général. Ne jamais réduire notre combat à la défense d'intérêts particuliers. Ne jamais oublier que si nous défendons les entreprises, c'est aussi parce qu'elles sont utiles au pays. Une entreprise qui vit, c'est de l'emploi, de la formation, de l'investissement, de la cohésion dans les territoires. C'est une part de l'avenir collectif.

Je veux aussi le dire avec franchise : il m'est arrivé d'aller trop vite. Je l'assume, parce qu'une présidence, c'est aussi cela : avancer, écouter, corriger, et continuer. Et parce qu'on ne doit pas perdre, dans nos engagements, ce qui fait notre force d'entrepreneurs : prendre des risques, apprendre de nos erreurs, et vouloir forcer le destin.

Présider la CPME aujourd'hui, entouré et soutenu des membres du Comex, c'est représenter des entrepreneurs qui avancent dans une période de grande instabilité. Une crise se termine à peine qu'une autre commence.

Depuis 520 jours, j'ai essayé de tenir deux exigences en même temps. Répondre à l'urgence, parce que les entrepreneurs avaient besoin d'être défendus, protégés. Et préparer l'avenir, parce qu'une organisation comme la nôtre ne peut pas seulement courir derrière les crises. Elle doit aussi se transformer. Et le moment que nous traversons l'exige.

Nous sommes arrivés au bout d'un modèle. Notre économie avance sur une ligne de crête : modèle social sous tension, coût du travail trop lourd, démographie qui nous impose des choix douloureux. Et l'impératif de remettre le travail au cœur de notre pacte social.

À cela s'ajoutent les grandes bascules que nous devons réussir : la transition numérique, la transition environnementale. Elles demandent des investissements, des compétences et de la stabilité.

Et puis il y a notre dépendance. Nous avons trop longtemps délégué une partie de notre innovation aux États-Unis, et une partie de notre production et de notre pouvoir d'achat à la Chine. Tout cela met nos entreprises en concurrence déloyale permanente.

Voilà le point de départ. Il est exigeant. Mais il dit la vérité du moment que nous traversons.

Notre action s'est aussi menée en Europe, notamment et récemment contre les plateformes asiatiques à bas coûts. Parce qu'il n'est plus acceptable que nos entreprises respectent toutes les règles pendant que d'autres jouent avec des règles différentes.

Nous avons également poursuivi le combat de la simplification. Nous avons obtenu une victoire importante : le test PME, baptisé finalement « Test Entreprise ». L'idée est simple : avant d'imposer une nouvelle règle, il faut vérifier qu'elle est applicable dans le quotidien d'une entreprise.

Sur le reporting extra-financier, nous avons aussi obtenu une avancée importante. Nous avons montré, à travers un test PME, l'impossibilité d'appliquer ces obligations telles qu'elles aux petites entreprises. Nous avons sensibilisé le gouvernement et les parlementaires européens, et défendu avec force le relèvement des seuils.

Être une voix de raison, c'est aussi construire des compromis quand le moment l'impose. Je pense à notre accord national interprofessionnel sur les ruptures conventionnelles. Réussir à trouver un accord permettant de diminuer la durée d'indemnisation, renforcer les contrôles, et économiser en rythme de croisière un milliard € par an, voilà la preuve que notre action fonctionne.

Et puis il y a tout ce qui ne se voit pas toujours. Les mauvaises décisions que nous avons réussi à éviter. Les textes de loi sur lesquels nous avons pesé. Les alertes que nous avons portées avant qu'il ne soit trop tard. Les situations où nous avons accompagné une fédération, un territoire, un mandataire, sur un sujet précis, parfois urgent, parfois technique, mais toujours important pour les entreprises concernées. Comme je vous le disais, nous avons dû agir, tout en préparant la suite.

Parce qu'une maison comme la nôtre ne peut pas seulement répondre aux crises. Elle doit aussi se transformer pour être plus forte demain. C'est ce que nous avons commencé à faire.

D'abord avec les outils. Nous avons engagé un chantier numérique ambitieux. Aujourd'hui, douze personnes travaillent à cette transformation. Dès octobre, une première version du Hub CPME sera en ligne. Elle permettra aux adhérents, aux mandataires et aux territoires d'accéder plus facilement à des réponses, à des services, et de gagner du temps dans leur action quotidienne. Nous allons aussi mutualiser ce qui peut l'être : le site internet, le CRM, la gestion des emails, les outils de communication.

D'ici à la fin de l'année, ces outils seront centralisés et gérés par le national, avec un objectif simple : permettre au réseau de consacrer moins de temps à la gestion des outils, et plus de temps à l'action. Avant d'engager ce chantier, nous avons écouté le terrain. Plus de 150 entretiens ont été réalisés dans les territoires pour comprendre les attentes, les contraintes et les besoins concrets.

Nous avons également renforcé l'organisation. Nous avons créé ou structuré de nouvelles fonctions : une direction des mandats, une direction informatique, une autre dédiée aux fédérations, une direction innovation et numérique, un service outre-mer.

Je veux ici remercier les équipes de la CPME qui, comme à chaque changement de présidence, ont su s'adapter, adopter une nouvelle culture d'organisation, relancer un nouveau projet. Elles l'ont fait avec engagement, et je veux le saluer.

Nous avons aussi commencé à faire évoluer nos méthodes.

Je veux que notre organisation adopte davantage les réflexes de l'entreprise : des priorités claires, des responsabilités identifiées, des résultats mesurables, des moyens orientés vers l'action. Cette transformation est engagée.

Voilà ce que racontent ces 520 jours. Ils racontent une organisation qui agit, qui se transforme. Ils racontent aussi que le monde a changé et que notre responsabilité est de nous adapter. Cela ne signifie pas que notre histoire serait dépassée. Au contraire : les fondations qui ont été bâties nous donnent la force de franchir une nouvelle étape.

Le monde patronal a aussi ses équilibres, ses complémentarités. Ces équilibres ne sont pas faits pour figer les choses. Ils sont faits pour permettre à chacun d'apporter pleinement ce qu'il est et ce qu'il représente. Notre objectif est de renforcer la parole des entrepreneurs et de conforter le « front patronal ». Une parole patronale plus forte. C'est une parole où chacun apporte sa part, avec son histoire, sa légitimité, son ancrage et ses combats. C'est ainsi que nous serons collectivement plus fort.

Vous l'avez compris, depuis 520 jours, nous travaillons pour construire l'avenir de notre organisation. La CPME doit rester fidèle à ce qu'elle est : une organisation qui réunit des fédérations, qui appuie l'action des branches, qui s'enracine dans les territoires, et qui sait transformer cette diversité en parole commune. Mais cette parole commune doit être plus lisible, plus forte, plus identifiable.

Elle doit permettre à chaque entrepreneur de comprendre immédiatement ce que notre maison porte pour lui. Elle doit permettre à chacun d'être fier d'appartenir à cet ensemble. Parce qu'une organisation comme la nôtre ne doit pas seulement défendre. Elle doit aussi rassembler. Elle doit s'ouvrir à ceux qui ne sont pas représentés. Elle doit donner de la force. Elle doit donner de la fierté.

Alors nous avons décidé de franchir une nouvelle étape. Cette étape, vous l'avez compris, c'est notre nom. Nous changeons pour que chaque entrepreneur, qu'il soit engagé dans un territoire ou représenté par une fédération, puisse se reconnaître dans cette maison et en être fier. Et ce nom, désormais, va donner plus de force à la voix que nous portons depuis toujours.

Depuis plusieurs mois, nous travaillons sur ce changement de nom et d'identité. Ce travail s'est nourri de nos échanges dans les territoires, auprès des fédérations, avec les mandataires, les équipes et les adhérents.

J'aimerais remercier les élus des territoires d'avoir à l'unanimité des bureaux régionaux validé le changement de nom. Nous avons également échangé avec les fédérations et je les remercie pour les réactions et les commentaires positifs que ce changement a suscité. C'est donc collectivement que nous ouvrons cette nouvelle étape. Parce que ce choix est le choix d'une organisation qui avance, d'un collectif qui assume une nouvelle ambition, et d'une équipe qui portera cette transformation dans la durée.

Il y a eu des débats. Ce n'était pas un changement anodin.

Nous nous sommes posé les bonnes questions. Et l'une d'elles était importante : fallait-il enlever le mot PME de notre nom ? Parce que ce mot fait partie de notre histoire. Il dit quelque chose de ce que nous avons toujours défendu. Mais au fil des échanges, une évidence est apparue. Ce que nous représentons, ce n'est pas seulement une taille d'entreprise. C'est une manière d'entreprendre.

Derrière chaque TPE ou PME, derrière chaque entreprise de croissance, parfois devenue ETI, derrière chaque activité d'artisan, d'indépendant, il y a un entrepreneur. Il y a quelqu'un qui engage son capital, son nom, son énergie, parfois sa famille, souvent une part immense de sa vie.

Notre nature ne change pas : Nous restons cette maison collective, structurée par les territoires et les fédérations. Mais nous voulons que cette maison soit plus lisible, plus identifiable pour ceux qui nous connaissent déjà comme pour ceux qui ne nous ont pas encore rejoints. Et en choisissant ce nom, nous ne défendons pas seulement l'entrepreneur. Nous défendons l'entreprise. Nous défendons le collectif de travail : le dirigeant, les salariés, les métiers, les savoir-faire. Nous défendons le lien entre celles et ceux qui prennent le risque d'entreprendre et celles et ceux qui font vivre l'entreprise au quotidien.

Nous devenons donc « Les Entrepreneurs ». Ce nom est simple. Il est direct. Il dit notre raison d'être.

Nous allons maintenant déployer cette nouvelle identité.

Dans les déclinaisons de notre nouvelle identité, nous veillerons à rappeler que nous représentons bien les TPE, les PME, les artisans et les indépendants, les entreprises familiales, et toutes les entreprises dirigées par des entrepreneurs.

Le bleu que nous avons choisi est la couleur de la confiance, de la solidité, de ce qui dure. Les tirets dans notre logo disent la diversité des entreprises que nous représentons : les petites, les moyennes, celles qui ont grandi, mais qui gardent toutes cette même culture entrepreneuriale. Des tailles différentes, des réalités différentes, mais une même force quand elles avancent ensemble.

Et l'ensemble dessine un hexagone. La France. Celle que nos entrepreneurs font vivre, chaque jour.

À partir d'aujourd'hui, notre ambition doit être claire : faire des Entrepreneurs la maison de celles et ceux qui osent, qui créent de l'emploi, qui innovent, qui forment, qui investissent et qui font vivre les territoires.

Une maison pour les entrepreneurs. Une maison pour les fédérations patronales, qui portent les métiers, les branches et les secteurs. Une maison pour les territoires, en métropole comme dans la France Océanique. Une maison capable de transformer cette diversité en une voix commune, forte et utile

Cette ambition appelle une feuille de route. Demain, au parc des princes, nous parlerons du pays, des grandes orientations économiques et sociales, des combats politiques que nous devons mener.

Ce soir, je veux parler de nous. De notre maison. Cette feuille de route tient en trois priorités.

La première : transformer notre organisation pour mieux servir notre réseau. La deuxième : rassembler plus largement et être mieux identifiés. La troisième : obtenir plus de résultats concrets pour les entreprises.

\*

\* \*

La première est de transformer notre organisation pour mieux servir nos fédérations et nos territoires. Une organisation comme la nôtre doit représenter. Mais elle doit aussi servir. Et cela veut dire une chose très simple : donner plus de force à ceux qui agissent sur le terrain.

Pour cela, nous allons agir sur trois leviers. D'abord, les outils : pour faire gagner du temps au réseau. Ensuite, les services : pour garantir un socle plus homogène à nos adhérents. Enfin, les équipes et la professionnalisation de notre fonctionnement.

Sur les outils, nous avons engagé une transformation importante. J'en ai parlé il y a un instant, vous l'avez compris, nous sommes dans une grande transformation.

Sur les services, nous devons aussi franchir un cap. Le national doit garantir un socle commun plus solide à l'ensemble du réseau : des contenus plus accessibles, des outils d'adhésion plus efficaces, des argumentaires pour les mandataires, une expertise complémentaire, et un appui plus structuré pour les fédérations.

Nous engagerons ainsi deux chantiers dès la rentrée. Un travail pour définir le socle de services pour les adhérents finaux, sur lequel le national sera en appui. Et le deuxième chantier sera un travail spécifique avec les fédérations pour comprendre leurs attentes renforcer les services que nous pouvons leur apporter, pour eux ou leurs adhérents. Enfin, sur les équipes et notre fonctionnement, nous devons continuer à nous professionnaliser. J'en parlais tout à l'heure.

La deuxième priorité, c'est de donner plus de force à notre voix collective. Parce que c'est une condition de notre influence. Pour cela, nous nous fixons trois objectifs : rassembler plus largement, être mieux connus, et donner plus de place aux entrepreneurs dans le débat public.

**Le premier levier**, c'est l'élargissement de notre maison. Nous devons aller vers celles et ceux qui ne sont pas encore engagés. Les chefs d'entreprise qui ne sont ni dans une fédération, ni dans une organisation territoriale. Nous devons les convaincre d'adhérer, que ce soit en territoire ou dans leur fédération sectorielle. Car nous serons plus forts collectivement si nous sommes plus représentatifs du tissu entrepreneurial. Nous devons aussi accueillir de nouvelles fédérations patronales. Des fédérations qui portent des métiers, des branches, des secteurs, et qui peuvent trouver chez nous une force pour amplifier leur voix auprès des pouvoirs publics. Je souhaite d'ailleurs remercier la dizaine de fédérations qui nous ont rejoints depuis 18 mois.

**Le deuxième levier**, c'est la place des entrepreneurs dans le débat public. Des entrepreneurs prennent déjà la parole. Et c'est une force. Mais nous devons aller plus loin. Nous devons encourager davantage d'entrepreneurs à s'exprimer. Nous devons les accompagner pour que cette parole soit plus présente, plus cohérente, plus préparée. Parce que nos combats sont plus forts quand ils sont incarnés.

**Le troisième levier**, c'est la notoriété. Nous devons être plus connus. Plus connus des entrepreneurs. Mais aussi plus connus des Français. À la rentrée, nous allons déployer notre nouvelle stratégie de communication, qui s'appuiera sur notre nouvelle identité. Une organisation plus connue, c'est une organisation qui rassemble davantage, qui pèse davantage, et qui défend mieux ceux qu'elle représente. La troisième priorité, c'est d'obtenir davantage de résultats concrets pour les entreprises.

Notre influence doit se mesurer aux victoires que nous obtenons. Pour cela, nous devons continuer à professionnaliser nos méthodes d'action. Nous devons aussi davantage nous appuyer sur l'opinion, les médias, les réseaux sociaux, les sondages, et surtout sur la parole des entrepreneurs eux-mêmes. Cette professionnalisation doit aussi concerner nos mandats. C'est le sens de la direction des mandats que nous avons créée : mieux animer, mieux outiller, mieux coordonner celles et ceux qui portent notre voix dans les instances.

C'est cette nouvelle méthode que nous allons installer.

Nous devons ensuite renforcer notre capacité à produire les idées de demain. Nous ne pouvons pas seulement réagir aux textes quand ils arrivent. Nous devons anticiper, préparer, proposer. C'est pourquoi nous lancerons dès cette année **La Fabrique des Entrepreneurs**. Ce sera notre espace de prospective, de réflexion et de propositions. Elle sera nourrie par le terrain, les fédérations, les territoires, les mandataires et les entrepreneurs. Mais aussi par des économistes, des universitaires et des experts. Son rôle sera simple : transformer les irritants du quotidien en propositions concrètes, mais aussi préparer les grandes réponses dont notre pays aura besoin.

Dès la rentrée, nous lancerons une plateforme ouverte à tous les entrepreneurs pour faire remonter les idées de simplification issues du terrain, pour les transformer en propositions politiques, puis en solutions concrètes. C'est ainsi que nous passerons de l'irritant quotidien à l'action collective.

**Enfin**, nous devons être beaucoup plus forts en Europe. Une partie essentielle des décisions qui s'imposent à nos entreprises se joue à Bruxelles. C'est pourquoi nous sommes en train de renforcer notre équipe européenne. Cela doit nous permettre de bâtir des alliances avec les organisations patronales proches de nous, et d'agir avec les pays qui partagent nos priorités : compétitivité, simplification, concurrence loyale. Cette alliance avec quelques pays, pour porter plus fort les idées dans une Europe très large, sera une priorité.

Mieux préparer nos combats. Mieux les porter dans l'opinion. Produire les idées de demain. Peser davantage en Europe. C'est ainsi que nous obtiendrons davantage de résultats concrets pour les entreprises. Voilà donc la feuille de route que je veux partager avec vous ce soir. Au fond, toute cette feuille de route repose sur une conviction simple : l'avenir des entrepreneurs, des salariés et du pays sont liés.

C'est pourquoi notre parole doit être plus large. Nous défendons les entreprises parce qu'elles sont indispensables au pays. Nous défendons les entrepreneurs parce qu'ils prennent une part de la responsabilité collective. Nous défendons le travail parce qu'il donne à chacun une place, une dignité et une capacité d'émancipation. C'est cela que doivent incarner Les Entrepreneurs : une voix de réalité, de responsabilité, de cohésion et d'avenir. Et cette voix doit porter parce que nous entrons dans une séquence décisive.

L'élection présidentielle approche. Les Français seront appelés à choisir un cap. Dans ce moment, les entrepreneurs doivent être présents. Pas pour défendre un intérêt particulier, mais pour dire ce que le pays ne peut plus éviter.

Demain, lors de la Grande Assemblée des entrepreneurs, j'aurai l'occasion de présenter les premières grandes orientations sur lesquelles nous allons travailler. Je dis bien les premières orientations, parce que le travail ne sera pas terminé demain. Il commencera demain. Ce que nous allons ouvrir, c'est une méthode : bâtir avec les fédérations, les territoires et les entrepreneurs la plateforme que nous porterons dans la séquence présidentielle. Demain, nous poserons donc un premier cadre.

Un cadre qui part d'un constat sans appel : notre modèle est à bout de souffle. Il appelle un rééquilibrage collectif.

Le premier rééquilibrage, c'est de redonner aux entreprises les moyens de créer de la richesse, parce que sans croissance, nous ne pourrions ni préserver notre niveau de vie, ni financer notre modèle social, ni investir dans les grands sujets d'avenir. La croissance n'est pas un gros mot.

Le 2ème rééquilibrage nécessitera de construire un nouveau pacte du travail, avec les forces vives du pays. Le travail doit payer beaucoup mieux. Et pour cela, nous devons regarder en face notre modèle de financement social, qui pèse trop lourdement sur les actifs et sur les entreprises.

Le troisième rééquilibrage passera par un discours de vérité sur notre modèle social. C'est un trésor pour notre pays, mais il doit être maîtrisé, responsabilisé, transformé, si nous voulons le faire durer.

Le quatrième rééquilibrage concerne le partage des rôles entre la sphère publique et le secteur privé, non pas pour les opposer mais pour mieux répondre aux besoins du pays

Enfin, nous devons sortir de la naïveté commerciale et conforter notre autonomie stratégique. Défendre nos entreprises à armes égales, assumer la préférence européenne, assumer de se donner les moyens de favoriser la production en France.

Ces sujets sont difficiles. Ils demanderont du courage, de la méthode et du dialogue. Nous devons les approfondir ensemble, les traduire en propositions solides, les confronter au terrain, puis les porter dans le débat public avec clarté et détermination. Nous avons aussi un autre chantier devant nous. Je vous avais parlé d'une évolution statutaire. Nous prendrons le temps, à la rentrée, de la présenter, et surtout de l'enrichir. Elle sera soumise au vote fin novembre, afin d'avoir trois mois pour l'expliquer, en échanger et l'amender.

Mes chers amis, le moment que nous vivons ce soir est important. Il est important pour notre organisation. Il est important pour les entrepreneurs que nous sommes et que nous représentons. Nous changeons de nom. Mais surtout, nous changeons d'échelle. Beaucoup a déjà été engagé.

Mais nous devons accélérer. Cette feuille de route est un engagement. Un engagement que nous porterons ensemble. On me dit parfois que je veux aller trop vite. Mais ce soir, devant vous, la seule chose que je me dis, c'est que nous n'allons pas encore assez vite.

Parce que les défis sont là. Parce que les entrepreneurs n'attendent pas. Parce que le pays n'attend pas. Alors oui, compter sur moi pour continuer à avancer vite, avec vous ! Avec méthode. Avec exigence. Avec cette conviction simple : notre nouvelle identité n'est pas un aboutissement. C'est un engagement.

Alors avançons. Avec fierté. Avec confiance. Avec exigence.

Vive la CGPME. Vive la CPME. Vive Les Entrepreneurs. Vive Nos Entreprises.